

**LE SPECTACLE CONTINUE EN HD** ☎ 22 22 65 65  
(COÛT D'UN APPEL LOCAL)

**15 000 FCFA\*** LE DECODEUR HD  
~~35 000 FCFA~~

**CANALPLUS-AFRIQUE.COM**

\* TTC en vigueur au 22/04/2018 pour tout nouvel abonné à l'une des formules suivantes : LES CHAINES CANAL+, EVASION ACCESS+, EVASION+ ou TOUT CANAL+. Il s'agit d'un forfait de location de matériel. Le décodeur s'élève à 35 000 FCFA pour la formule ACCESS. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

**LES BOUQUETS CANAL+**



# LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 0066 du Jeudi 16 Août 2018 / Prix : 250 F CFA



**TOGO : PERSPECTIVES ÉLECTORALES** P.3

## 2020 ... si proche

- Radiographie d'une présidentielle à plusieurs inconnus

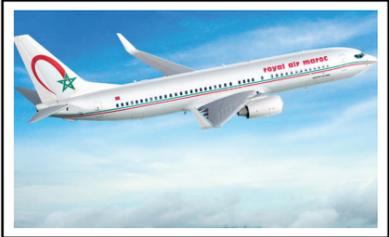


A officiellement dix-neuf mois du scrutin présidentiel de 2020, le silence est encore pesant, et l'échiquier politique toujours illisible. Même si les élections législatives prévues pour tenir le 20 décembre prochain ont valeur de grand test, pouvoir comme opposition ne perdent pas de vue la course imminente vers le Palais de Lomé. Quelles seront...

**ENTREPRISE**

TRANSPORT AÉRIEN

### Royal Air Maroc signe la paix avec les pilotes



P. 4

**LA SÉRIE NOIRE CONTINUE ...** P.4

## Encore une mosquée profanée !



**AGRICULTURE**

### Lion Global Trade offre l'expertise israélienne au Togo

P. 4

## MACHINE À VOTER, FICHER ÉLECTORAL

## L'opposition congolaise précise sa position

En République démocratique du Congo (RDC), six candidats à la présidentielle considérés comme les poids lourds de l'opposition ont fait une déclaration commune lundi 13 août au soir à Kinshasa, la capitale. Ils ont appelé à une candidature unique et exigé le retour au pays de Moïse Katumbi Chapwe, dont la nationalité italienne pose problème à sa candidature alors qu'il s'est déclaré pour la présidentielle du 23 décembre prochain.

Dans leur déclaration du 13 août, les six candidats d'opposition à la présidentielle congolaise appellent le pouvoir à respecter intégralement l'accord de la Saint-Sylvestre. Ils ont également listé une série d'exigences, dont le retrait de la machine à voter mais aussi le nettoyage du fichier électoral.

Ces exigences remettent-elles en cause la participation de l'opposition congolaise à la

présidentielle du 23 décembre ? « Nous voulons préciser qu'il ne s'agit pas de blocage, répond Vital Kamerhe, candidat à la présidentielle pour l'Union pour la nation congolaise (UNC). Nous sommes dans une démarche constructive. Nous avons identifié avec toutes les parties prenantes, y compris la Céni [Commission électorale nationale indépendante] qu'il y a des problèmes en ce qui concerne la machine à voter, notamment en ce qui concerne le temps que chaque électeur



se passe devant cette machine ».

« Nous avons parlé aussi du fichier électoral, poursuit Vital Kamerhe. La Céni, comme nous, a reconnu qu'il y avait des personnes sans empreintes digitales, même si le chiffre est différent, la Céni parle de 6 millions. Nous, nous parlons de 10 millions mais n'empêche que 6 millions, cela fait 15% d'électeurs. Donc, nous avons des propositions concrètes à faire pour qu'avec la Céni, nous

puissions trouver la solution qui arrange tout le monde. C'est une affaire de consensus, l'opposition n'entend pas imposer sa position ».

## Le retour de Katumbi compromis ?

De son côté, la Majorité présidentielle a répliqué à l'opposition qui a également appelé dans sa déclaration le gouvernement à laisser le candidat Moïse Katumbi Chapwe rentrer en RDC.

Selon l'ambassadeur Alain André Atundu, porte-parole du parti au pouvoir, la nationalité de l'opposant pose problème. « Il est normal que les autorités nationales ne cautionnent pas la rocambolesque volonté d'une personne décidée à défier les autorités nationales compétentes

et les lois internationales en matière d'entrée dans le territoire d'un Etat souverain », a-t-il déclaré.

« A ce propos, la première condition d'immigration est d'avoir une identité juridique certaine, non-sujette à caution ou controversée, précise-t-il. Dans le cas d'espèce, monsieur Moïse Katumbi a une identité confuse du fait d'avoir renoncé à la nationalité italienne sans avoir fait une quelconque démarche de recouvrement de la nationalité congolaise auprès du gouvernement, autorité compétente en la matière. S'agissant d'une personne présumée détentrice d'une nationalité étrangère, son cas relève de la souveraineté d'un Etat ».

(Source : RFI)

## MIGRATION

## Malte accueille l'« Aquarius »

Après des jours d'attente, l'« Aquarius », ce navire de l'ONG SOS Méditerranée, va pouvoir débarquer à Malte, les autorités de La Valette ont finalement accepté mardi 14 août d'accueillir le navire qui a 141 migrants à son bord.

L'Espagne s'est dite d'accord pour accueillir 60 des migrants de l'Aquarius, les autres seront répartis entre la France (qui doit également accueillir 60 migrants, selon l'Elysée), l'Allemagne, le Luxembourg ou encore le Portugal qui s'est dit « disponible » pour accueillir 30 migrants. La plupart sont d'origine érythréenne et somalienne.

Cet accostage a été favorisé par l'accord signé récemment entre plusieurs pays européens

et met fin à quatre jours d'une nouvelle crise autour du sort des migrants secourus par l'Aquarius. L'Italie, l'Espagne et la Tunisie ont refusé d'accueillir dans un de leurs ports le navire humanitaire.

Vendredi, l'Aquarius, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières (MSF), a secouru au large de la Libye ces 141 personnes qui se trouvaient alors dans deux barques en bois, dont la moitié sont des mineurs et

plus d'un tiers des femmes. L'Aquarius cherchait un port d'accueil jusqu'à ce mardi avant que le Premier ministre maltais, Joseph Muscat, d'abord réticent, n'a donné son accord pour le laisser finalement accoster. Malte n'avait « aucune obligation légale » à ouvrir ses ports au bateau, a-t-il précisé.

Le navire se trouve actuellement à 32 milles nautiques des côtes maltaises, soit trois à quatre heures de navigation.

Une solution trouvée grâce à des discussions franco-malaises, avec l'appui de la Commission européenne. Il n'a fallu cette fois que quatre

jours à l'UE pour sortir de cette nouvelle crise liée aux migrants, rapporte notre correspondante à Bruxelles, Laxmi Lota. Malte servira donc de base logistique et cinq pays se répartiront les passagers du navire.

Le commissaire chargé des Migrations a salué cet accord, mais a souhaité aller plus loin : « Nous ne pouvons pas nous en remettre seulement à des arrangements au cas par cas, il nous faut des solutions durables », a-t-il dit.

Le représentant souligne également l'absence de consensus sur cette solidarité : « Ce n'est pas la responsabilité d'un seul ou de quelques-

uns seulement de nos Etats membres, mais de l'Union européenne dans son ensemble », peut-on lire. Les Vingt-Huit doivent se revoir le 20 septembre en Autriche pour évoquer la politique migratoire.

La France fera des propositions dans les prochaines semaines pour la mise en place d'une réponse efficace, indique l'Elysée. C'est un accord qui rend un peu son honneur à l'Europe, s'est pour sa part félicité le ministre français des Affaires étrangères.

(Source : RFI)

## PRÉSIDENTIELLE AU MALI

## L'opposant Cissé dénonce « une dictature de la fraude »

Le candidat de l'opposition, Soumaïla Cissé, a rejeté lundi à l'avance les résultats du second tour de l'élection présidentielle au Mali, appelant le pays à se lever face à « la dictature de la fraude ».

Les résultats du duel entre le chef d'Etat sortant et favori à l'élection présidentielle malienne, Ibrahim Boubacar Keïta (« IBK »), et l'opposant Soumaïla Cissé, doivent être proclamés en milieu de semaine par la Cour constitutionnelle.

Mais « d'ores et déjà, nous [les] rejetons », a lancé lundi

13 août 2018 à ses partisans le leader de l'opposition du balcon de son siège de campagne.

La mission d'observation de l'Union européenne doit présenter son rapport préliminaire sur le déroulement du scrutin du second tour mardi. Ibrahim Boubacar Keïta devrait

ensuite s'exprimer depuis son siège de campagne.

Le vainqueur entrera en fonction début septembre avec pour mission principale de relancer l'accord de paix conclu en 2015 avec l'ex-rébellion à dominante touareg, dont l'application accumule les retards, le Mali étant toujours confronté à la menace jihadiste malgré cinq années d'interventions militaires internationales.

« J'en appelle à tous les Maliens à se lever »

Au début du mois de juin dernier, Soumaïla Cissé avait estimé qu'il faudrait « absolument éviter une crise électorale ». Mais alors qu'en 2013 il avait reconnu sa défaite, déjà face à « IBK », avant même l'annonce des résultats, il n'a cessé cette fois d'accuser le camp du président sortant de profiter de l'insécurité dans le centre et le Nord pour truquer le scrutin.

« J'en appelle à tous les Maliens à se lever (...). Nous n'accepterons pas la dictature de

la fraude », a dit à ses militants Soumaïla Cissé, accusant le pouvoir d'avoir « attaqué » et mis hors d'usage le système de comptabilisation électorale de l'opposition dans la nuit de dimanche à lundi, alors qu'il était crédité selon lui de 51,93 % des suffrages contre 47,53 % pour le président sortant. « La responsabilité de ce qui va arriver dans le pays est dans le camp du président de la république », a-t-il averti par ailleurs.

(Source : France 24 / AFP)

## TOGO : PERSPECTIVES ÉLECTORALES

## 2020...si proche

*A officiellement dix-neuf mois du scrutin présidentiel de 2020, le silence est encore pesant, et l'échiquier politique toujours illisible. Même si les élections législatives prévues pour tenir le 20 décembre prochain ont valeur de grand test, pouvoir comme opposition ne perdent pas de vue la course imminente vers le Palais de Lomé. Quelles seront les forces en jeu ? Faure Gnassingbé briguera-t-il un quatrième mandat ? L'opposition réussira-t-elle cette fois-ci le pari de l'alternance ? Une analyse de Elom Attissogbe.*

C'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour l'histoire politique du Togo. En 2020, sauf cataclysme, les Togolais devront élire leur Président de la République au bout d'un scrutin à deux tours, comme recommandé par la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de

la CEDEAO tenue le 31 juillet dernier à Lomé. La recomposition prochaine de la Cour Constitutionnelle, et la limitation du nombre de mandat de ses membres, est un autre paramètre important pour la présidentielle de 2020. Des recommandations qui semblent avoir rebattu

les cartes et qui pourraient bien peser dans la balance.

Certes, les jeux sont encore loin d'être faits. Mais dans les officines politiques, la température monte, la peur de l'inconnu étant palpable.

## Un ovni dans les starting-blocks



Il est, à ce jour, le seul candidat à se porter officiellement candidat à la présidentielle de 2020. Dr. Aubin Thon, ancien président de Togolese Foundation, vivant aux Etats-Unis, s'intéresse

depuis quelques années au développement du Togo avec son association. Santé, éducation, culture, etc., il a pu se faire un petit nom par ses œuvres de développement, même s'il reste encore inconnu pour beaucoup. L'homme a désormais décidé de franchir le cap.

Dr. Aubin Thon a exprimé ses ambitions pour la première fois sur la page Facebook de Togolese Foundation en 2017. « Je déclare mon intention d'être candidat (à la présidentielle de 2020, NDLR). On dit toujours que le développement est un tout.

Depuis un certain moment, la Fondation a fait ses exercices dans le domaine social, mais arrivé à un moment, nous nous sommes rendu compte qu'il

y a nécessité que la jeunesse togolaise puisse adopter une nouvelle stratégie pour que le travail commencé depuis plusieurs années puisse avoir un accent de développement pour le Togo. La World Togolese Foundation a fait ses expériences et aujourd'hui, nous estimons qu'avec une ouverture politique, c'est de voir en tant que personne, ce que je peux apporter au développement. », écrivait-il.

Dans la foulée de cette annonce, l'ancien président de Togolese Foundation lance le mouvement politique Nouvelle Vision (NOVI). Ce qu'il pense de la situation politique du pays ? « Il faut une solution économique pour résoudre le problème politique. Le peuple togolais

a assez appris de ces moments difficiles traversés depuis août 2017 pour savoir ce qui devrait être sa priorité. Aujourd'hui, à chaque fois qu'un pas sur la scène politique semble être posé pour nous rapprocher plus de la résolution de la crise, le maintien de positions radicales nous en éloigne encore plus », affirme Dr. Aubin Thon.

Ovni dans le paysage politique, la candidature de l'ancien président de Togolese Foundation fait sourire dans certains milieux, si elle n'a déjà fait l'objet de moqueries dans d'autres. Artisan d'une communication essentiellement digitale depuis la diaspora, Dr. Aubin Thon s'annonce en parfait inconnu du landerneau politique, mais convaincu de représenter une diaspora

qui veut apporter sa pierre à l'édifice. Absent du terrain, encore très mal connu des populations, président d'un mouvement qui a un grand travail de représentativité sur le territoire national à faire, il passe pour un rookie dont personne ne vend chère la peau dans le marigot politique togolais.

La preuve, son annonce pour la présidentielle de 2020 n'a duré que le temps de sa publication et ne suscite aucun débat particulier, si ce n'est quelques commentaires sur sa page Facebook sur laquelle il continue d'exprimer ses idées et son avis sur l'actualité politique au pays. Sa candidature résistera-t-elle à l'épreuve du temps ? Rendez-vous dans quelques mois.

## Faure Gnassingbé ou la stratégie du moindre mot



Sera-t-il candidat ou non à sa propre succession pour un quatrième mandat ? Il est encore difficile, à ce stade, de lire dans le marc de café. Cependant, dans une interview accordée à l'hebdomadaire panafricain « Jeune Afrique » en avril 2015, à la veille du scrutin présidentiel, Faure Gnassingbé a lâché une phrase que garde précieusement en tête son entourage : « Je n'ai

pas l'intention de m'éterniser au pouvoir ».

En treize années de règne, le chef de l'Etat ne cède pas un pouce de terrain, et garde fermement la main sur son avenir politique. Rien à dire. Mais, entre-temps, le 19 août 2017, un homme a commencé à troubler son sommeil : Tikpi Atchadam, président du Parti national panafricain (PNP), celui que personne n'a vu venir, originaire de la Région Centrale, une zone stratégique pour le parti au pouvoir. Les manifestations perlées du PNP auxquelles se sont alliées d'autres formations de l'opposition regroupées dans la Coalition des 14 dont l'Alliance nationale pour le changement (ANC), principal parti de l'opposition togolaise, ont réveillé Lomé II de son profond sommeil.

Depuis sa prise de pouvoir en 2005, il n'a jamais été aussi confronté à un challenger qui réussit à organiser des mouvements populaires simultanés dans toutes les régions du pays. Le défi est de taille pour le locataire

du Palais de la Marina ; lui, qui, dans une autre interview accordée à l'hebdomadaire panafricain « Jeune Afrique », en pleine crise politique, disait encore : « l'opposition n'a aucune leçon de démocratie à me donner ».

Depuis, Faure Gnassingbé semble réfléchir plus sérieusement aux perspectives électorales, convaincu que « le scénario insurrectionnel burkinabè ne se produira pas au Togo », dans ses confidences à François Soudan, Directeur de la Rédaction de « Jeune Afrique ». UNIR (Union pour la République), le parti au pouvoir, se met en ordre de bataille. Tikpi Atchadam a sans doute redistribué les cartes dans l'arène politique.

Premier signal, cinq ans après son lancement, UNIR tient son premier congrès ordinaire à Tsévié, ville située à 35 km de la capitale, Lomé. A la recherche d'un nouveau souffle, mieux, pour organiser la riposte et déployer sa stratégie. Alors qu'on pensait qu'il céderait la présidence du parti, Faure Gnassingbé a

préféré rester le seul capitaine du navire, gardant dans un coin de la tête que le choix d'une autre personne à la présidence du parti UNIR serait considéré comme le choix d'un dauphin qui lancerait les hostilités de part et d'autre en ce qui concerne 2020. Aussitôt après ce congrès constitutif, les choses sont allées tellement vite.

Tous les organes du parti ont été lancés. La crise politique, elle, sera permanente jusqu'au sommet des chefs d'Etat de la CEDEAO à Lomé le 31 juillet ; sommet qui vient tout relancer sur la scène politique.

2020, c'est bientôt. En Côte d'Ivoire, comme dans d'autres pays de la sous-région, c'est l'effervescence, le jeu des alliances se dessine, et les tensions montent. Au Togo, l'on semble ne pas avoir idée du temps qui passe.

Le président Alassane Ouattara a déclaré vouloir transmettre le pouvoir en 2020, au terme de deux mandats. En République

Démocratique du Congo, Joseph Kabila a choisi son dauphin pour l'élection présidentielle de décembre 2018. Autour de lui, le vent tourne. Faure Gnassingbé en a conscience, mais ne laisse presque rien filtrer sur sa candidature ou non à la prochaine élection présidentielle.

Du tout ! Son agenda, il le conserve soigneusement. Choisira-t-il son dauphin dans un scénario à la Kabila pour 2020 ? Rempilera-t-il lui-même pour un quatrième mandat ? Tout le monde le sait : Faure Gnassingbé prendra seul sa décision au moment qu'il juge opportun.

C'est donc un Faure Gnassingbé préoccupé par de multiples dossiers qui préside le Togo. D'autant qu'il doit assumer cette tâche dans une solitude inédite. Bien sûr, le président consulte des hommes de confiance de son entourage. Des gens parmi lesquels, un pourrait servir d'alternative en 2020, au cas où il aurait décidé de ne pas se représenter.

(Suite à la page 7)

## LA SÉRIE NOIRE CONTINUE...

## Encore une mosquée profanée !

Dans la nuit du 14 au 15 août 2018, une autre mosquée située à Agoè Sogbossito a reçu la visite de certains individus qui ont choisi depuis quelques temps de saccager les lieux de prière des fidèles musulmans.

Nicolas EDORH

Les mises en garde virulentes des ministres de la Sécurité et de la Justice n'ont pas douché l'enthousiasme de ceux qu'il convient désormais d'appeler les « profanateurs des mosquées ». Dans la nuit de mardi à mercredi, ils ont encore frappé, toujours dans la préfecture d'Agoè. Malgré le renforcement du dispositif sécuritaire dans la zone et les mesures prises par le gouvernement, ces individus

activement recherchés ont encore réussi un nouveau coup.

Nattes et tapis brûlés, corans déchirés, matériel de sonorisation incendié, chaise de l'imam déchiré, etc. C'est le constat fait par la police qui s'est rendue sur les lieux tôt dans la matinée de ce mercredi 15 août.

« Que ceux qui font ces basses besognes, continuent leurs



œuvres. Allah s'occupera d'eux. La communauté musulmane ne se fera pas justice. Seul Allah rendra justice. Nous nous confions à Allah. Nous demandons aux autorités de prendre sérieusement à bras-le-corps ce problème. Qu'elles démantèlent cette bande de malfrats. Allah le Miséricordieux démasquera

ce réseau criminel un jour.

Nous n'en doutons pas », a confié l'adjoint à l'imam de la mosquée d'Agoè Sogbossito. Le ministre de la Sécurité, Gal. Yark Damehame, et le préfet du Golfe, ont visité la mosquée profanée hier et ont réaffirmé le soutien du gouvernement à la communauté musulmane profondément blessée par cette série noire de profanations.

La police scientifique a relevé des empreintes digitales hier sur place.

Le ministre Yark a invité les riverains au calme et à collaborer avec les forces de

l'ordre, afin de mettre la main sur ce réseau criminel qui menace la paix au Togo.

L'Union Musulmane du Togo a récemment condamné ces « actes ignobles » lors d'une conférence de presse et a demandé à la communauté musulmane du Togo de ne pas céder aux provocations de ces bandes, à redoubler de vigilance dans la sécurisation des lieux de culte et continuer à préserver des valeurs de tolérance et du vivre-ensemble, lesquelles caractérisent la foi musulmane.

## TRANSPORT AÉRIEN

## Royal Air Maroc signe la paix avec les pilotes

Selon « Air Journal », la compagnie aérienne Royal Air Maroc annonce la fin de la grève perlée des pilotes lancée il y a près d'un mois, après avoir trouvé un accord avec leur syndicat.

Aucune annulation de vol n'est annoncée par la compagnie nationale marocaine pour ce 15 août 2018, un communiqué assez vague ayant signalé mardi soir la fin du conflit avec l'Association Marocaine des Pilotes de Ligne (AMPL).

Les deux parties « se félicitent de la conclusion d'un accord regroupant les points de convergence et réinstaurant le climat de confiance, et expriment leurs sentiments de gratitude et de remerciements aux usagers de Royal Air Maroc pour leur fidélité à la Compagnie Nationale ». La

RAM et l'AMPL se disent « conscientes » des enjeux majeurs économiques et sociaux du Pays, et du rôle essentiel du tourisme dans les efforts de développement. Mais aussi de « l'éminent rôle de notre Compagnie Nationale comme acteur majeur de développement du transport aérien et vecteur du rayonnement du Royaume » ; de l'importance du corps professionnel des pilotes de ligne et de « l'impérieuse nécessité de lui maintenir des conditions de travail optimales en rapport avec son environnement professionnel particulier », et enfin de la «



contribution déterminante » de ces pilotes à l'essor de la compagnie.

Royal Air Maroc et l'AMPL soulignent par ailleurs leur engagement à « œuvrer ensemble » à l'amélioration de l'expérience client pour les passagers, et mettent en avant « le haut niveau de professionnalisme des pilotes, leur rigueur, et leur sens du devoir » qui sont des « atouts

» pour Royal Air Maroc. Ils « contribuent, avec l'ensemble des femmes et des hommes de la compagnie, à servir la vocation de porte-drapeau de la RAM ».

De belles déclarations donc, mais pas le moindre détail sur le contenu de l'accord ; on sait que le syndicat de pilotes avait commencé à parler salaire en février, quand la compagnie évoquait sa stratégie de doubler la flotte d'ici 2020 et avait donné un accord de principe sur une revalorisation. Une première journée de grève avait alors été organisée, mais plus aucune depuis, assure l'AMPL qui avait mis sur la table quatre sujets de revendication : une revalorisation des salaires de 15.000 dirhams sur une période cinq ans, le refus

d'une paix sociale de 7 ans demandée par la compagnie, 4 jours de repos mensuels consécutifs, et un traitement égal pour les pilotes de RAM Express.

Le syndicat demandait aussi la réouverture d'une école de formation des pilotes, un traitement des pilotes étrangers engagés en CDD plus comparable à celui des Marocains (qui sont moins bien payés) – et le sujet des 48 heures off chaque semaine, que les pilotes appliquaient à la lettre selon le syndicat depuis le 20 juillet, d'où l'apparence de grève – et l'annulation d'environ 200 vols, principalement vers et depuis la France.

## AGRICULTURE

## Lion Global Trade offre l'expertise israélienne au Togo

La diaspora togolaise en Israël a échangé avec la presse le 09 août dernier pour présenter des offres et opportunités pour renforcer l'agriculture togolaise. A travers la société Lion Global Trade, l'expertise juive entend faire ses preuves au Togo.

Nicolas EDORH

« Le Togo et l'Israël entretiennent de très bonnes relations. Nous, citoyens togolais, qui sommes en Israël, avons décidé de rentrer pour aider notre pays dans le domaine agro-pastoral, sur la base de l'expertise de l'Israël », a déclaré Gagba Komla Victor, Directeur Général de Lion Global Trade.

Cette rencontre avec la presse vise à dévoiler les opportunités israéliennes qui peuvent également être profitables pour l'agriculture au Togo. Il s'agira de mettre en place des projets pouvant générer des emplois pour les jeunes, former les agriculteurs togolais afin de leur permettre de s'inspirer du savoir-faire



de l'Etat d'Israël en matière d'innovation.

« J'ai servi pendant 26 ans dans le domaine agro-alimentaire en Israël où j'y suis actuellement.

J'ai eu l'opportunité d'être en contact avec les communautés des investisseurs d'Israël et ce qui m'a passionné est que le Togo est

l'Israël sont non seulement amis et partenaires économiques, mais également des amis de longue date. Aujourd'hui, la relation entre l'Israël et la Togo s'est vue consolidée par l'actuel chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé. Il est donc important que le Togo puisse tirer meilleur profit de l'expertise et de la technologie de ce pays pour booster son économie et par ricochet son développement. Tel est notre objectif », a affirmé Gagba Komla Victor.

Lion Global Trade se propose de rencontrer le ministre togolais de l'Agriculture

dans les prochains jours, afin de lui présenter les projets qu'ils portent pour le secteur agricole et de faire bénéficier au Togo, les expériences israéliennes dans ce domaine.

Lion Global Trade compte avoir l'adhésion du gouvernement togolais à ses projets, afin d'apporter son savoir-faire et attirer des investisseurs israéliens au Togo. Elle se préoccupe pour le moment de la production de la farine de blé au Togo.

AGRICULTURE

# L'UEMOA et l'USAID ont planché sur les problématiques régionales du coton

Cotonou a accueilli l'atelier d'échanges et de partage d'expériences sur les partenariats et l'amélioration de la compétitivité de la filière coton au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad.

La Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et l'agence américaine pour le développement international

(USAID) en ont eu l'initiative face à l'accroissement de la production cotonnière ces dernières années, souligne la presse locale. En 2017/18,



elle atteindrait un record de 2,4 millions de tonnes (Mt).

Toutefois, cette performance est davantage liée à une augmentation des superficies qu'à des rendements en hausse.

« La filière est confrontée aux fortes fluctuations du prix de la fibre, aux variations du taux de change du dollar et à la concurrence de plus en plus

accrue des fibres synthétiques », a souligné le représentant résident de la Commission de l'Uemoa au Bénin, Komlan Agbo, notant que la production au Bénin était de 597 986 t pour la campagne de 2018.

BOURSES ET DIDEX20

# Performances des 20 valeurs africaines les plus liquides

Au terme du mois boursier de juillet 2018, le DIDEX 20 a clôturé avec une valeur de référence de 139,89 points, soit une hausse mensuelle de 0,13 %.

Capitalisation boursière totale au 31 juillet 2018 : 359,14 milliards de dollars (USD).

Valeur de clôture du DIDEX 20 au 31 juillet 2018: 139,89

Capitalisation boursière totale le mois précédent (30 juin 2018) : 358,67 milliards de dollars (USD).

Valeur de clôture du DIDEX 20 au 30 juin 2018 : 139,71

### Composition de l'indice par secteur d'activité au 30 juillet 2018

Avec une valeur de clôture de 139,89 points au 31 juillet 2018, l'indice panafricain a gagné 0,19 % en juillet, et ce malgré une tendance globalement baissière sur la plupart des grandes bourses du continent. A l'exception de l'indice sud-africain du FTSE/JSE All Share Index, qui a terminé le mois en légère progression (+ 0,48 %), les principales places financières ont terminé juillet dans le rouge : -1,29 % pour l'indice élargi du NASI à Nairobi, -1,43 % de contraction à la bourse de Casablanca avec le MASI, -2,44 % à Lagos avec le NGSE All Share Index et jusqu'à près de 4 % de contraction pour les indices EGX 30 du Caire et BRVM-Composite d'Abidjan !

La faiblesse boursière du géant des médias Naspers (-5,33 % en juillet), première capitalisation africaine (107 milliards de dollars de valorisation), a tout naturellement pesé sur notre indice du DIDEX 20. Indexé en grande partie sur la valeur

du groupe internet chinois Tencent, dont il possède près de 30 %, le titre Naspers a connu à Johannesburg le même sort que l'action Tencent à Hong Kong, une dépréciation de valeur.

Cette communauté de destin (boursier) pose aujourd'hui problème : parmi les pistes envisagées pour valoriser au mieux le portefeuille de participations du groupe sud-africain, la direction a confirmé fin juillet étudier la possibilité de coter séparément certaines activités de Naspers. Le poids relatif de Naspers par rapport à la capitalisation boursière totale de Johannesburg, supérieure à 19%, oblige du reste déjà certains investisseurs institutionnels à réduire leurs positions, ces derniers cherchant ainsi à ne pas trop concentrer leurs actifs sur la performance (aléatoire) d'un seul titre.

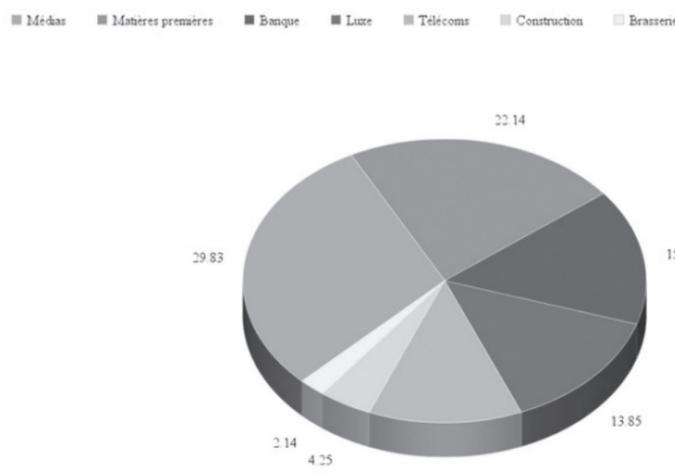
D'autres grandes valeurs de la place financière sud-africaine ont néanmoins affiché de solides performances au cours du mois écoulé, à l'image de l'opérateur MTN (+ 6,54 % en juillet)- qui a retrouvé le chemin de la profitabilité depuis l'arrivée de l'actuel PDG, Rob Shuter- et le groupe minier BHP Billiton (+ 5,41%), qui a fait état à la mi-juillet, d'une production record de minerai de fer pour l'exercice fiscal 2018, achevé fin juin.

L'entreprise devrait par ailleurs annoncer au cours du mois d'août, lors de la publication de ses résultats, un plan de rachat d'actions

de plus de deux milliards de dollars.

Ailleurs sur le continent,

Composition de l'indice par secteur d'activité au 30 juillet 2018



Nigeria, portés par l'ivoirien Charles Kié (aujourd'hui sur le départ).

A l'inverse, la Sonatel, le leader sénégalais des télécoms et première filiale africaine d'Orange, s'est repliée de 3,59 % sur le mois, à l'unisson d'une BRVM en perte de confiance[1] et qui a lâché près de 10 % depuis le début de l'année. La plus forte baisse du mois revient cependant au brasseur Nigerian Breweries (-7,89 %), coté à Lagos, qui a souffert de la désaffection des opérateurs de marché, ces derniers anticipant une dégradation de la rentabilité du brasseur. A juste titre : publiés lundi 30 juillet, les résultats semestriels de l'entreprise font état d'une baisse de 22% du bénéfice après impôts, par rapport à la même période l'année dernière, à 18 milliards de nairas (50 millions de dollars).

Autant d'évolutions boursières qui ont rebattu les cartes du DIDEX 20, une fois prise en compte la répartition de la capitalisation par secteur d'activité : les matières premières (22,14 % contre 21,68 % en juin), le secteur bancaire (15,48 % contre 15,15 %), le segment des biens de luxe (13,85 % contre 13,67 %), les télécoms (12,31 % contre 12,10 %) et la construction (4,25 % contre 4,20 %) gagnent ainsi du terrain, au détriment des médias (29,83 % contre 31,13 % en juin) et du secteur brassicole (2,14 % contre 2,17 %).

de 48,2 %)- et des grandes valeurs bancaires, à l'instar de BCP (+ 2,71 %), d'Equity Bank (+ 7,53 %) et d'Ecobank

Classement	Nom de la société	Capitalisation boursière (millions de \$)	Variation boursière depuis le 01/01	Secteur d'activité	Pays d'origine
1	Naspers	107143	-5,27%	Médias	Afrique du Sud
2	Richemont	49713	2,72%	Biens de consommation	Afrique du Sud
3	BHP Billiton	48045	12,58%	Matières premières	Afrique du Sud
4	Anglo American	31467	7,27%	Matières premières	Afrique du Sud
5	First Rand	28901	-1,71%	Banque	Afrique du Sud
6	MTN	17168	-16,42%	Télécoms	Afrique du Sud
7	Itissalat Al-Maghrib (Maroc Telecom)	13245	4,36%	Télécoms	Maroc
8	Dangote Cement	11075	2,16%	Construction	Nigeria
9	Safaricom	10107	10,17%	Télécoms	Kenya
10	Antijawafa Bank	10057	-1,69%	Banque	Maroc
11	BCP	5303	-3,37%	Banque	Maroc
12	Commercial International Bank	5172	10,72%	Banque	Egypte
13	LafargeHolcim Maroc	4204	-15,61%	Construction	Maroc
14	Sonatel	3706	-11,82%	Télécoms	Sénégal
15	Nigerian Breweries	3744	-17,22%	Brasserie	Nigeria
16	Guaranty Trust Bank	3328	0,26%	Banque	Nigeria
17	Tanzania Breweries	2311	28,93%	Brasserie	Tanzanie
18	EABL	1804	-4,53%	Brasserie	Kenya
19	Equity Bank	1873	23,67%	Banque	Kenya
20	Ecobank	752	19,69%	Banque	Togo

Capitalisation boursière cumulée des valeurs du DIDEX 20

359 138

on notera aussi les bonnes performances boursières du cimentier nigérian Dangote Cement (+ 2,23 %)- toujours aussi prospère (progression de 31 % du chiffre d'affaires en 2017 et marge d'EBITDA

Classement	Nom de la société	Capitalisation boursière (millions de \$)	Variation boursière depuis le 01/01	Secteur d'activité	Pays d'origine
1	Naspers	107143	-5,27%	Médias	Afrique du Sud
2	Richemont	49713	2,72%	Biens de consommation	Afrique du Sud
3	BHP Billiton	48045	12,58%	Matières premières	Afrique du Sud
4	Anglo American	31467	7,27%	Matières premières	Afrique du Sud
5	First Rand	28901	-1,71%	Banque	Afrique du Sud
6	MTN	17168	-16,42%	Télécoms	Afrique du Sud
7	Itissalat Al-Maghrib (Maroc Telecom)	13245	4,36%	Télécoms	Maroc
8	Dangote Cement	11075	2,16%	Construction	Nigeria
9	Safaricom	10107	10,17%	Télécoms	Kenya
10	Antijawafa Bank	10057	-1,69%	Banque	Maroc
11	BCP	5303	-3,37%	Banque	Maroc
12	Commercial International Bank	5172	10,72%	Banque	Egypte
13	LafargeHolcim Maroc	4204	-15,61%	Construction	Maroc
14	Sonatel	3706	-11,82%	Télécoms	Sénégal
15	Nigerian Breweries	3744	-17,22%	Brasserie	Nigeria
16	Guaranty Trust Bank	3328	0,26%	Banque	Nigeria
17	Tanzania Breweries	2311	28,93%	Brasserie	Tanzanie
18	EABL	1804	-4,53%	Brasserie	Kenya
19	Equity Bank	1873	23,67%	Banque	Kenya
20	Ecobank	752	19,69%	Banque	Togo

Capitalisation boursière cumulée des valeurs du DIDEX 20

359 138

engrange désormais les fruits de son retour à la profitabilité, permis notamment grâce aux importants efforts de restructuration d'Ecobank

engrange désormais les fruits de son retour à la profitabilité, permis notamment grâce aux importants efforts de restructuration d'Ecobank

## PAROLE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AFRIK ASSURANCES

## Les ambitions de Georges Kavege

*C'est après un parcours presque « atypique » que Georges Kavege fait son entrée dans le courtage d'assurances. Ancien d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI), de SGI Togo et de C2A, ce Togolais de 56 ans se donne le défi de bâtir un empire panafricain dont la mission est de créer et de gérer des sociétés de courtage d'assurances. Une interview accordée à Financial Afrik.*

**Vous venez de lancer officiellement à Lomé, une société de courtage d'assurances dénommée Afrik Assurances. Quelles sont les missions que vous assignez à votre entité ?**

Notre principal mission, c'est d'être leader sur notre marché et dans tous les pays où nous sommes installés, en proposant aux clients, personnes physiques et morales, des conseils sur mesure, et des solutions d'assurances adaptées à leurs besoins, en vue de la protection effective de leurs biens et des patrimoines. Cette mission se décline en trois principaux points qui sont de rassembler, de délivrer et de respecter.

D'abord rassembler : tout en préservant notre indépendance, nous devons rassembler autour de partenariats pérennes l'ensemble des acteurs, c'est-à-dire assureurs, réassureurs, experts, etc., en vue d'offrir aux clients les meilleures solutions provenant de spécialistes engagés, et basées sur une charte orientée en priorité vers la défense des intérêts de nos clients. Délivrer ensuite des conseils personnalisés, fondés sur la base d'analyses et d'audit de chaque situation particulière en vue de proposer des solutions sur mesure, susceptibles de convenir aux besoins de chaque assuré. Et enfin, respecter les engagements pris vis-à-vis de notre clientèle, et mettre au cœur de cette relation de confiance la pratique de l'éthique et le respect des normes et standards les plus élevés.

**Votre société est contrôlée, à ce jour, par Afrik Global Investors Group, une autre entité que vous dirigez. Quelles sont ses domaines d'intervention ?**

C'est une société holding, maison mère du réseau panafricain de sociétés de courtage en assurances dénommées Afrik Assurances. Il s'agit d'une société de participation financière et de gestion de patrimoine dont la mission est de créer et de gérer des sociétés de courtage

d'assurances dans lesquelles elle détient des participations majoritaires. Elle assume la supervision et le contrôle de ses filiales opérationnelles que sont les sociétés de courtage principalement dans la Zone CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances), mais également au-delà.

Notre ambition, c'est de déployer le projet Afrik Assurances dans l'ensemble de pays de la zone CIMA, mais également au-delà. C'est aussi de bâtir un réseau panafricain de classe mondiale et œuvrer pour le développement et la vulgarisation des assurances en Afrique subsaharienne. Le groupe a pour vocation principale, de fournir des solutions financières et techniques et une assistance managériale aux filiales qu'elle détient ou dans lesquelles elle pourrait détenir une participation financière majoritaire. Elle se veut aussi une entreprise citoyenne qui fonctionne selon les standards et les normes d'éthique les plus élevées, soucieuse de valeurs comme le respect de l'environnement et le développement durable.

**Vous êtes un ancien d'ETI dont vous avez dirigé la société de gestion d'actifs. Doit-on conclure que vous tournez désormais le dos au secteur bancaire, pour vous consacrer uniquement aux assurances ?**

Comme vous le savez, j'ai eu le privilège comme beaucoup d'autres d'avoir travaillé dans cette grande institution, et d'y avoir occupé différents postes à responsabilité. J'ai été par deux fois, tour à tour, directeur général de deux filiales spécialisées toutes les deux basées à Abidjan, que sont aujourd'hui EDC Investment Corporation qui est la SGI du Groupe pour la Zone UEMOA, et EDC Asset Management que j'ai créé. Après presque 18 ans de bons et loyaux services rendus donc à ETI, j'ai décidé de quitter en 2017. C'est exact de dire qu'aujourd'hui que toute mon énergie et ma motivation sont tournées vers le déploiement de cet ambitieux projet panafricain qu'est Afrik Assurances.



Mais je ne tourne pas le dos au secteur bancaire ; bien au contraire. Je compte donc mettre à la disposition du secteur financier et bancaire en particulier cette expérience que j'ai eue et cette expertise unique en toute humilité en étant le principal artisan au cœur de la stratégie de gestion des risques assuranciers au sein du plus vaste ensemble bancaire panafricain sur le continent.

C'est donc tout naturellement qu'Afrik Assurances se veut l'expert par excellence s'agissant des risques liés aux établissements bancaires.

**Quelles sont vos perspectives sur le court, moyen et long terme avec votre nouvelle structure ?**

A court terme, les perspectives sont de continuer la promotion d'Afrik Assurances au Togo pour mieux asseoir sa présence et affirmer son identité dans le paysage togolais, et parachever l'installation en cours de la société en République de Côte d'Ivoire, au Bénin et au Burkina. A moyen terme, tout en continuant de travailler d'arrache-pied pour rentabiliser les investissements des actionnaires, poursuivre notre politique d'expansion tout en gardant le cap de la recherche de l'excellence, et de l'innovation afin d'offrir aux clients des services et des solutions premium.

Vous savez, notre crédo, c'est aussi d'améliorer sans cesse la qualité de services et des solutions sur mesure,

dans le but de gagner cette relation de confiance que nous souhaitons bâtir partout avec nos clients. Et sur le long terme, être le véritable courtier panafricain aux racines 100% africaines.

Incarner la référence en matière de courtage en assurances et revendiquer la position de leader dans la zone CIMA au service des populations et des entreprises de cette zone.

**Quelles analyses faites-vous du secteur togolais des assurances ?**

Le marché des assurances au Togo, à ce jour, est composé de plusieurs compagnies d'assurances, d'un réassureur et de plusieurs intermédiaires.

De façon plus précise, on dénombre 13 compagnies agréées, dont 7 opèrent dans le domaine des assurances de dommages, et six en assurance vie. A cela, on doit ajouter les intermédiaires tels que les courtiers d'une part, et de l'autre, les agents généraux, les agents commerciaux et les apporteurs d'affaires. En tant que membre de la zone CIMA, les sociétés d'assurances au Togo sont soumises à sa réglementation. Et le secteur est donc très concurrentiel.

On peut reconnaître que durant la dernière décennie, l'arrivée de nouveaux acteurs sur le territoire national a contribué à une redynamisation du secteur.

Les nouvelles compagnies, en arrivant, ont cherché à prendre leur marque et ce faisant, à rogner sur la part de marché, obligeant les

devancières à sortir de leur torpeur en devenant plus « agressif » commercialement.

Cependant, le dynamisme constaté et évoqué plus haut sur notre marché ne doit pas, à mon humble avis, masquer les lacunes ou les difficultés réelles comme la très faible pénétration des assurances dans toutes les couches de la population. Ce constat est le même dans la plupart des états membres de la zone CIMA et n'est donc pas propre au marché Togolais. Ce n'est donc faire grief à quiconque que de dire que malgré ce regain de vitalité constaté par endroit, le secteur qui va connaître bientôt des bouleversements importants liés à un changement d'ordre réglementaire, dont la multiplication par 5 du montant minimum du capital social exigé pour les compagnies d'assurances, est malgré tout marqué par d'un certain conservatisme.

Les rares innovations ne se sont pas traduites dans la réalité quotidienne par un changement radical dans la manière de consommer les solutions et les services d'assurances. On peut donc se demander si les produits sont adaptés aux réels besoins des consommateurs que sont les assurés. On peut aussi se poser la question de savoir si les circuits de distribution des produits d'assurance ont évolué en tenant compte des évolutions notamment en matière de nouvelles technologies de l'information pour atteindre les couches de la population tenues à l'écart.

# Fabre de nouveau candidat en 2020 ?

(Suite de la page 3)



Dopé depuis quelques années par son statut de chef de file

de l'opposition, Jean-Pierre Fabre est habitué depuis 2010 à la course pour la magistrature suprême. Perdant par deux fois, en 2010 avec l'Union des forces de changement (UFC) et en 2015 avec son parti, l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre sera probablement, sauf cas de force majeure, candidat en 2020.

Porté en 2010 par le Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) et en 2015 par Combat pour l'alternance politique en

2015 (CAP 2015), Jean-Pierre Fabre, selon certains de ses proches, garderait un œil sur 2020. Critiqué par ses pairs de l'opposition pour ses erreurs, ses mauvais choix stratégiques, son manque de tact, Ende diplomatie face à beaucoup de situations, le président national de l'ANC garde quand même une côte de popularité.

Sauf que, avec l'apparition sur la scène de Tikpi Atchadam qui a titillé les sommets et bousculé la hiérarchie au niveau de l'opposition, Jean-Pierre Fabre devra confirmer,

à l'issue du prochain scrutin législatif, son statut de chef de file de l'opposition, si le PNP décide de se lancer dans la course pour l'hémicycle.

Jean-Pierre Fabre sera-t-il candidat à la présidentielle de 2020 ? Le contraire serait une surprise. Seule inconnue, l'assurance du soutien effectif d'autres formations politiques de l'opposition, comme en 2010 et 2015.

Motivé par les recommandations de la CEDEAO sur les réformes constitutionnelles et

institutionnelles, notamment le mode de scrutin à deux tours, la recomposition de la Cour Constitutionnelle et la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, l'opposant traditionnel voudra jouer son va-tout en 2020, à 68 ans. Mais avec quelles chances de transformer l'essai cette fois-ci ?

## L'énigme Tikpi Atchadam



Officiellement, son parti ne dit rien sur les perspectives

électorales. Depuis son exil, ses rares interventions sur les

réseaux sociaux n'indiquent rien à cet effet. Mais l'objectif d'un parti politique étant la conquête et l'exercice du pouvoir, le PNP pourrait, à tout moment, annoncer ses intentions en ce qui concerne les élections au Togo. Une piste à ne pas exclure.

Pour l'heure, cette formation politique se concentre sur la mise en œuvre des recommandations de la CEDEAO, se donnant une note satisfaisante de 15 sur 20 par rapport à son contenu.

Sur les législatives prévues pour le 20 décembre, le PNP

ne pipe mot, mais sait qu'il aura son mot à dire s'il décide de se frotter aux prochaines joutes. Et ça, ses collègues de l'opposition le savent, même s'ils ne le disent pas tout haut.

Adoubé par une frange non moins importante de la population, Tikpi Atchadam est considéré, de l'avis de certains analystes politiques, comme « le chef de file naturel de l'opposition ». 2020 ? Il n'en parle pas. Du moins, pas pour le moment. Mais ceux qui connaissent l'homme affirment « qu'il est quelqu'un qui se prononce au bon moment

». Au cas où le président national du PNP se déciderait pour 2020, la bataille sera donc rude entre Jean-Pierre Fabre et lui, si le jeu des alliances faisait pschitt du côté de l'opposition.

Difficile, pour le moment, de regarder dans la boule de cristal en ce qui concerne la présidentielle de 2020. Les jours qui passent nous rapprochent davantage de cette échéance qui, à l'analyse de la situation actuelle, est une équation à plusieurs inconnus.

### AVIS DE DECES

Le chef canton d'Alédjo Kadara,  
L'Eglise communautaire des Elus de Christy (ECEC),  
Mme ZIANGBE Brigitte Ayélé née VONOO inspectrice  
des impôts chef de division OTR, ses frères et sœurs,  
cousins et cousines,  
M. OURO BITASSE Agnoro à Kara,  
Les familles parentes, alliées et amies profondément  
touchées de vos nombreuses marques  
de sympathie et d'affections que vous leur avez témoigné  
de diverses manières lors du décès de leur très chère et regrettée :

**ASSOUMANOU Safoura,**  
dite « Maman Alléluia »

Commerçante à Kara, décédée le 22 juillet 2018 à  
Lomé à l'âge de 62 ans

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

**Vendredi 17 Août 2018 : 18H30 à 21H,** veillé funèbre à l'Eglise Communauté des Elus de Christ (ECEC) situé au quartier Kpimboua carrefour Y en face du collège Adèle.

**Samedi 18 Août : 5H à 7H :** Exposition du corps dans la maison mortuaire, maison AMOUZOU Kodjo en face de l'ancien SANILI MOTO

**8H à 10H :** Culte d'enterrement à l'Eglise Communauté des Elus de Christ  
**10H30 :** Enterrement au cimetière municipal de Lama

**11H30 :** Salutations d'usage sur le parvis de l'Eglise Communauté des Elus de Christ (ECEC)

**Dimanche 19 Août : 07H à 10H :** Culte d'action de grâce à l'Eglise de Communauté des Elus de Christ (ECEC)

LA NOUVELLE  
**TRIBUNE**  
Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

Récépissé No 0546/31/05/16/  
HAAC

Siège social : Adidogomé-  
Wonyomé, Route de Ségbé  
01 BP : 60264 Lomé-Togo  
E-mail : lanouvelletribunetogo@  
gmail.com

**Directeur de la Publication**

Elom K. ATTISSOGBE  
Tél : (+228) 91 90 48 04 /  
98 01 82 02

**Rédacteur en chef**  
Nicolas EDORH

**Rédaction**  
Elom ATTISSOGBE  
Nicolas EDORH  
Béatrice AGBODJINOU  
Ismaël ALI

**Infographie**  
La Nouvelle Tribune

**Impression**  
LA COLOMBE

**Tirage**  
1000 exemplaires



## LE COMMERCE INTERNATIONAL NE CESSE DE SE COMPLEXIFIER

Cotecna est l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'analyse, de l'inspection et de la certification.

Nous proposons des solutions qui rendent la chaîne d'approvisionnement plus sûre et plus efficace aussi bien pour les entreprises que pour les gouvernements dans le monde entier.

### COTECNA INSPECTION

Bureau de Liaison du Togo  
Bd du 13 janvier angle rue de l'Ocam  
BP 6008 Lomé  
T : +228 22 22 12 91 / 22 22 45 01  
cotecna.lome@cotecna.tg  
[cotecna.com](http://cotecna.com)

**COTECNA**  
Trust for a moving world